

*Proposition de traitement du sujet :*  
**FAUT-IL AVOIR PEUR DE L'AVENIR ?**

La peur est un sentiment désagréable d'intensité variable (de crainte ou de frayeur) né de la perception d'un danger ou d'une menace (son objet est relativement indéterminé : plus déterminé que dans le cas de l'angoisse, moins déterminé que dans le cas de l'inquiétude). Il s'agira moins de savoir comment éradiquer la peur que de s'organiser collectivement pour en tempérer les effets. L'avenir est souvent donné comme synonyme de futur : pourtant ce dernier terme désigne de façon formelle et neutre la dimension du temps qui nous est inaccessible. Le « destin » nomme le futur qui s'impose à nous, presque comme une menace. L'avenir, quant à lui, renvoie au futur qui vient à nous, que nous avons la capacité d'anticiper parce que nous contribuons à son avènement. L'avenir suppose une proximité ou une appropriation qui relèvent d'une certaine familiarité avec le futur. Si nous construisons l'avenir, il ne devrait pas être objet de frayeur. Pourtant, il conviendra de savoir dans quelle mesure la peur peut naître ou se nourrir de nos capacités d'action. La peur de l'avenir est-elle légitime, souhaitable, nécessaire ? L'investigation doit donc conduire à identifier les fonctions de la peur de l'avenir, afin de se prononcer sur l'opportunité de l'entretenir, de la récuser ou de la tempérer.

**LES REPRÉSENTATIONS DU TEMPS ONT ÉVOLUÉ DANS LE SENS D'UNE MAÎTRISE ACCRUE DE SES DIMENSIONS, CE QUI S'EST TRADUIT PAR UNE RATIONALISATION CROISSANTE DU RAPPORT DES SOCIÉTÉS OCCIDENTALES À LEUR AVENIR, AFIN D'EN RÉDUIRE LA PEUR.**

**LA PEUR DE L'AVENIR SUPPOSE LA REPRÉSENTATION D'UN FUTUR INDÉTERMINÉ MAIS DÉPENDANT DES CONDUITES HUMAINES.**

La bienveillance d'un Dieu peut venir pallier l'insuffisance de nos connaissances. « Il faut laisser le passé dans l'oubli et l'avenir à la Providence. » (Bossuet) L'attitude prémoderne peut s'accommoder d'une restriction de nos capacités d'action et d'une foi aveugle en une transcendance. La peur naît donc, même au Moyen Age, de la conscience de ce que le futur dépend en partie des choix humains.

La modernité est née d'une confiance dans les capacités humaines de transformer la nature et de s'émanciper de toute servitude. L'esprit des Lumières parviendra à son accomplissement à travers les philosophies de l'histoire et à son ultime aboutissement à travers le scientisme (« Je crois que l'avenir de l'humanité est dans le progrès de la raison par la science. » dit Zola avec le docteur Pascal) : il s'agit bien par la raison et ses applications de s'approprier l'avenir.

Pour la civilisation occidentale, le progrès s'affirme ainsi contre la peur de l'avenir. Pourtant, la rationalisation de l'action humaine ne supprime pas la peur, tant l'évaluation du danger dépend paradoxalement de notre capacité à le provoquer. Ce n'est pas parce qu'une menace survient en vertu des actions humaines qu'elle ne représente pas un danger.

**L'EFFORT DE MAÎTRISE DE L'AVENIR S'EST SUCCESSIVEMENT TRADUIT PAR DES DISPOSITIONS COLLECTIVES VALORISANT LA PRÉDICTION, LA PRÉVISION, LA PROSPECTIVE.**

La peur de l'avenir culmine sous l'aspect du millénarisme, qui se nourrit de prophéties apocalyptiques. L'astrologie représente une première forme de rationalisation de la divination. La foi dans le progrès politique s'exprime à travers le genre de l'utopie, illusion d'une rationalisation achevée de l'organisation sociale. L'appropriation de l'avenir par la science a pour vocation d'éradiquer toute passion aliénante.

Au XX<sup>ème</sup> siècle, les efforts collectifs d'amélioration de la société se sont traduits par la planification (définition d'une succession d'objectifs ambitieux pour une collectivité à moyen terme), puis de prospective. Cette dernière disposition, très en vogue au cours des trente glorieuses, visait l'identification des effets lointains et globaux des activités humaines.

Dès lors, si la modernité s'est efforcée de limiter la peur de l'avenir en jugulant par la prévision les effets des activités humaines, elle n'a pu l'éradiquer. En effet, non seulement l'avenir n'a cessé d'apparaître source de menaces qu'il a toujours fallu circonscrire, mais encore les actions humaines ont fait naître la peur de nouveaux dangers, à l'endroit desquels il convient sans doute de définir des attitudes innovantes.

**POUR CONJURER DE NOUVELLES MENACES NÉES DE L'ACCROISSEMENT DÉMESURÉ DES CAPACITÉS D'ACTION HUMAINE, IL CONVIENT DE RÉGULER COLLECTIVEMENT LES PHÉNOMÈNES D'APPRÉHENSION DE L'AVENIR DANS LE SENS D'UNE RESPONSABILISATION ET D'UNE DÉMOCRATISATION.**

**LES MENACES NOUVELLES, QUI NAISSENT DES EFFETS DE L'ACTION HUMAINE, SONT PROPRES À SUSCITER D'AUTANT PLUS DE CRAINTES QU'ELLES APPARAISSENT NON MAÎTRISABLES.**

A l'aube du troisième millénaire, on a au moins pu identifier la peur des effets de l'industrie et des armes atomiques, la peur des conséquences de l'effet de serre, la peur de l'accroissement des inégalités et des fondamentalismes, source de terrorisme, la peur de la dépendance et des pandémies – dues aussi à l'accroissement de la longévité humaine et des capacités immunologiques –, la peur de la surpopulation et de l'insuffisance des ressources naturelles, la peur des technologies de pointe – clonage, nanotechnologies – qui pourraient remettre en cause le statut même de l'humain. Faute d'être jugulés, ces appréhensions peuvent être à l'origine de frayeurs entretenues par une circulation trop rapide des informations.

Ces peurs sont d'un nouvel ordre, dans la mesure où elles prennent pour objet des effets de l'activité humaine. La difficulté de les maîtriser tient à plusieurs facteurs : ils sont globaux, concernent la collectivité humaine dans son ensemble, leur danger peut pourtant tenir au comportement d'un très petit nombre d'individus. La possibilité de l'anéantissement de l'espèce humaine conduit à définir un impératif absolu : conditionné mais partagé, celui de la responsabilité. Personne ne peut sérieusement vouloir l'anéantissement de toute initiative humaine.

**LES POUVOIRS PUBLICS DOIVENT SE DONNER POUR RÔLE DE TEMPÉRER LA PEUR DE L'AVENIR EN PROMOUVANT LES OUTILS DÉMOCRATIQUES QUI PERMETTENT DE LA TRANSFORMER EN FÉDÉRATEUR D'ÉNERGIES.**

Pour paraphraser Valéry, nous ne pouvons plus « entrer dans l'avenir à reculons » : les moyens passés ne sont plus de mise. D'abord, il ne suffit plus d'évaluer les risques scientifiques et techniques au moyen d'une expertise : l'estimation des risques étant devenue plus importante que la connaissance des moyens, des instances d'information et de concertation doivent être mises en place. Il relève de la responsabilité des États de trouver les financements de ces conférences de citoyens, de ces « expertises » élargies qui seules permettront de poursuivre les recherches actuelles dans un cadre démocratique.

Dans la mesure où le futur dépend de notre action, on doit définir nos principes collectifs non plus en fonction d'expériences passées, mais en fonction d'une catastrophe considérée comme inéluctable – sur le modèle de la dissuasion nucléaire ou logique MAD : ce n'est qu'en concevant un risque radical comme certain qu'on pourra l'éviter. Ce catastrophisme n'a rien d'un pessimisme : il invite plutôt les responsables politiques à encourager le débat public, à permettre à tous de mesurer l'importance des risques auxquels nous sommes exposés afin de mieux les éviter, dans le cadre d'une communauté redéfinie autour de principes communs.

La logique de la prévention semble être aujourd'hui mise à mal par des menaces nées de notre action. Dès lors, non seulement il peut être opportun de tempérer les élans de notre action, en lui imposant des limites précautionneuses, mais encore il est requis de définir les moyens préventifs qui permettent d'éviter les dangers les plus radicaux. C'est leur importance qui leur permet de s'imposer à toutes les consciences et de solliciter une nouvelle disposition : en comprenant que l'avenir dépend de notre action, il convient de considérer les dommages les plus graves comme certains. Dès lors, les moyens d'autodétermination collective et démocratique pourront être mis en œuvre par nos sociétés occidentales technologiquement avancées.

Bergson soulignait que « l'humanité ne sait pas assez que son avenir dépend d'elle. » Pour mériter son avenir, l'humanité doit désormais prendre en charge sa propre définition. A cet égard, face aux représentations d'une méta-convergence des nouvelles technologies (*NBIC : nanotechnology, biotechnology, information technology and cognitive science*) il n'est peut-être pas incongru de récuser l'aveuglement d'une société qui manifeste « la peur de ses propres peurs » (Finkelkraut) pour en appeler aux vertus anticipatrices d'une peur maîtrisée, source d'une réflexion collective sur le projet que l'humanité entend réaliser par son existence ou sa transformation.